L'ABEILLE.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ TOUS LES JOURS PAR C. PATRICK DAWSON.

NOUVELLE-ORLÉANS, 19 NOVEMBRE 1832.

GOUVERNEUR.

J. B. DAWSON,

INTÉRIEUR.

NOUVELLE-ORLÉANS, 19 novembre.

Le navire *New-Haven*, du Havre, était à la pointe du jour. Nous pensons que ce navire doit avoir fait une courte traversée, car nous n'avons pas entendu parler de son arrivée dans les journaux.

L'*Argus* est constant dans son système de calomnie, d'audace et d'effronterie ; jamais ses colonnes n'ont renfermé autre chose ; et aujourd'hui plus que jamais elles sont pleines de ces dernières armes lâches qui décèlent à la fois la faiblesse et l'impuissance. Dans l'accès de désespoir presque délirant où le jette le triomphe de la cause républicaine, et n'osant accuser la majorité de ses concitoyens de n'avoir pas répondu à son appel, il s'en prend au choléra, comme si le fléau qui a ravagé notre ville avait choisi les Clayistes de préférence aux Jacksonistes pour ses victimes. Suivant l'*Argus*, le succès de la cause jacksoniste n'est dû qu'à la mortalité, et aux justes craintes qu'elle inspirait, d'où l'on devrait conclure naturellement que les partisans de Clay ont été plus frappés que ceux de Jackson, si l'on doit admettre, toujours d'après l'*Argus*, que l'épidémie régnante a été des voix au premier sans en retirer au second.

Quant à la Banque des États-Unis dont l'*Argus* se déclare si hautement le champion, nous demanderons à cette feuille qui a fait imprimer *en français* le rapport de la majorité de la commission nommée pour faire l'investigation des opérations de cette banque ? qui a payé les frais de cette impression, et qui l'a mise en circulation ? Quand l'*Argus* aura résolu ces questions nous reviendrons sur la Banque, et nous appuierons de nouveaux arguments notre première assertion que cette banque s'est emparée dans toute sa hideur."

Le courrier du nord est arrivé hier soir ; voici ce que nous extrayons du *Républicain* du 6 de ce mois :

"Nous sommes loin d'avoir reçu tous les journaux de nos lecteurs qui nous apportent les nouveaux retours de la Pennsylvanie, qui feront voir avec combien peu de fondement nos opposants ont cru qu'ils pourraient empêcher la réélection de Jackson. La force de l'opinion en sa faveur dans cet État est telle, que l'anti-maçonnerie, l'anti-jacksonisme, la banque, tous les soubassements et tous les griffes de corruption se sont dessipés, devant sa popularité, comme un nuage pendant la tempête. La base de cette popularité est encore solide et inébranlable ; elle s'enfonce toujours dans le pays. C'est elle qui est la première au combat, et la victoire sera son étendard. Le résultat de cette lutte doit être que le vieux héros porte une seconde fois au fauteuil présidentiel."

D'après le *Philadelphia Citizen*, la majorité en faveur du ticket jacksoniste (sur les retours connus) est de **SEPT MILLE** voix.

ELECTIONS DE LA PENSYLVANIE.

OFFICIEL.

	Jackson.	*Wirt.*
Philadelphie, (ville,)	3267	5477
Philadelphie, (comté,)	6762	6431
Chester,	2663	4172
Delaware,	955	1426
Bucks,	4254	1166
Berks,	792	288
Majorités.		
Lancaster,		1200
Cumberland,	1071	
Northumberland,	965	
York,	1709	
Dauphin,	52	
Lebanon,	24	
Schuylkill,	850	
Montgomery,	581	
Berks,		231
Northampton,	17	
Lehigh, (selon les rapports,)	200	
Perry, (20)	900	
Juniata,	247	
Centre,	214	
Lycoming,	130	
Union, (5 districts,)	20	
Chester, (selon les rapports,)		1491
Franklin, (2 mes districts,)		61
Adams,		278
Bedfort et Cumberland,	1581	

Les journaux de New-York par la malle de samedi, sont du 3 du courant ; le navire *Silas Richards*, capitaine Hodgkinge, a apporté dans cette ville des nouvelles de Liverpool du 24 septembre et de Londres du 25. Ces nouvelles semblent confirmer les bruits de guerre auxquels avait donné lieu l'aspect des choses en Russie et en Belgique.

Sir Walter-Scott a payé sa dette à la nature le 22 septembre. Si le monde littéraire regrette en lui un inimitable peintre de mœurs, un génie rare et fécond, un écrivain du premier ordre, l'histoire n'y perd rien.

Nous avons à annoncer aussi une autre mort qui peut avoir de graves conséquences politiques dans l'état actuel des choses en Europe ; le roi d'Espagne, Ferdinand VII, a cessé de vivre. Cette nouvelle a été reçue de France à Londres le 22 septembre, et l'on dit qu'il y a plus de raison de douter de son authenticité, quoiqu'elle ne soit pas parvenue par une voie officielle. Il a succombé, dit-on, à une violente attaque de goutte.—Si ce fait n'est pas controuvé, à l'heure où nous écrivons de graves questions se débattent dans la péninsule ; le peuple espagnol reconnaîtra-t-il l'abolition de la loi salique prononcée par Ferdinand ? Les partisans de don Carlos souffriront-ils sans résistance que la couronne passe sur la tête d'une petite fille de deux ans ? D'un autre côté, le Caraçais de Lisbonne qui faisait sonner si haut la protection de son oncle Ferdinand, manifestera-t-il peut-être quelque hésitation, et avant que le parti de don Carlos ait pu s'assurer le pouvoir en Espagne, pour venir à son secours, une vigoureuse tentative de don Pedro tranchera peut-être la question portugaise.

L'intérêt se réveille aussi sur un autre point du continent européen, que l'œil fatigué de l'observateur politique commençait à délaisser. Le roi Guillaume le tête risque les conséquences d'un refus définitif, il rejette arrogamment l'ultimatum de la conférence de Londres. Le *Sun* et le *Times* du 22 manifestent hautement l'indignation qu'excite en eux la réponse de S. M. à la conférence, réponse qui a été remise à lord Palmerston par l'ambassadeur hollandais, M. le baron Von Zuylen, et lue devant les représentans des cinq puissances. Au lieu d'acquiescer à autoriser son ambassadeur à Londres à traiter avec l'ambassadeur belge, M. Van de Weyer, le roi Guillaume ne fait pas même la moindre allusion à cette proposition de la conférence, pour qui sa réponse est une insulte. En effet, il se plaint du délai apporté à la question belge depuis l'époque où il a fait connaître les conditions auxquelles il était disposé à traiter avec la Belgique, puis il se plaint de la protection accordée par la conférence aux principes révolutionnaires. Il faut ajouter que c'est là un reproche fort injuste, que M. Talleyrand et consorts n'ont point mérité depuis bien long-temps. Enfin, le royal écobastine hâtave de dire que, quelle que soit la conduite des puissances, il compte sur la justice de sa cause et sur la protection de la divine providence pour maintenir son honneur, sans qu'il soit dans la nécessité de conceder des points qui sont d'une importance vitale pour son pays. Ainsi, le sort en est jeté, il faut que le canon en décide. Le doigt de Dieu est visible dans cette affaire ; en effet, même que le roi Guillaume serait plus entêté qu'une mule de Prométhée, on ne pourrait compter avec point sur la longanimité de la France et de l'Angleterre, elle n'était appuyée par la Russie. Pour Blanc à forme humaine de Pétersbourg, il a assez répandu de sang des frères en Pologne, pour savourer celui des Hollandais plus méridionaux, et donner la grande et sanglante lutte, puisque les *gouvernemens* veulent vivre, vienne la lutte à mort de principe contre la souveraineté nationale, et que tout le monde sache sur son trône de fer en voyant qu'il ne peut pouvoir dont compter, et que de secrets qu'il ne peut un monde de fer sur ses sujets dont se fier un criminelle tête.

D'après les dates des papiers de Paris reçus par le navire belge, M. de Mérode, ministre de la guerre provisoirement, a donné sa démission de membre du gouvernement belge qui a été acceptée.

Le Moniteur belge annonce que le roi Guillaume a donné l'ordre à ses troupes de se retirer de la citadelle d'Anvers, et que la garnison de Campêche a reçu l'ordre de ne point résister à l'occupation de cette citadelle par les troupes françaises